

## MADAGASCAR

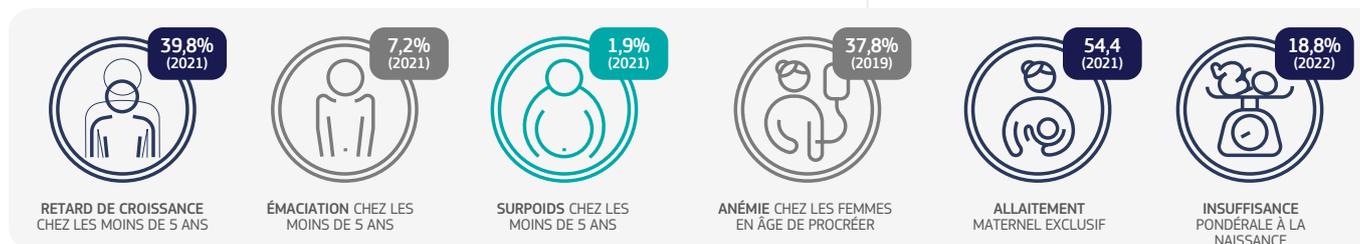
### Situation nutritionnelle à Madagascar

#### EN RÉSUMÉ

La population de Madagascar est estimée à 30,3 millions d'habitants et devrait atteindre 35 millions en 2030<sup>1</sup>. Malgré quelques progrès durant les deux dernières décennies, le pays reste fortement touché par les différentes formes de malnutrition. Les régions du sud qui ont subi d'importantes périodes de sécheresses ces dernières années<sup>2</sup> présentent des prévalences de malnutrition aiguë globale alarmantes et en continuelle progression depuis 2019, atteignant 9,2 % en 2023<sup>3</sup>. En outre, la malnutrition chronique et les carences en micronutriments sont généralisées dans les différentes régions du pays<sup>4</sup> et le surpoids est devenu un véritable enjeu de santé publique.<sup>5</sup> Les causes sous-jacentes de la malnutrition sont multiples et incluent une alimentation

déséquilibrée,<sup>6</sup> des pratiques d'allaitement inadaptées<sup>7</sup>, des systèmes alimentaires défaillants<sup>8</sup>, des taux de pauvreté importants touchant principalement les zones rurales<sup>9</sup>, un accès limité aux services de santé<sup>10</sup> et à l'eau potable<sup>11</sup> et des inégalités de genre importantes<sup>12</sup>. Les coûts exorbitants de la malnutrition – ceux liés à la sous-nutrition infantile uniquement ont été évalués à 14,5 % du PIB<sup>13</sup> – justifient la mise en œuvre de politiques multisectorielles efficaces et la réalisation d'investissements conséquents dans les secteurs contributifs. En outre, il apparaît important de renforcer l'efficacité des actions du gouvernement et des agences nationales et régionales de nutrition dans leur rôle de coordination.

#### DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



Les données présentées dans les profils nationaux de nutrition de l'UE 2023 sont tirées des Estimations conjointes sur la malnutrition infantile (JME) de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale et du rapport mondial sur la nutrition (GNR).

#### GOVERNANCE NUTRITIONNELLE

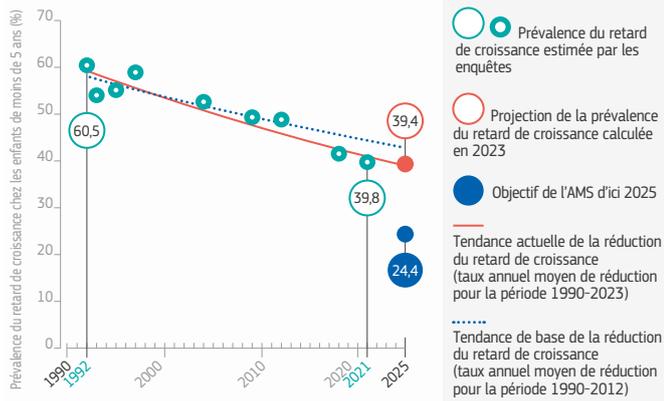
- Dès 2004 Madagascar s'engage en faveur de la nutrition en créant l'Office National de Nutrition (ONN), structure aujourd'hui rattachée à la Primature et chargée de la coordination des actions en faveur de la nutrition. Afin d'intégrer la réalité du terrain, les Office Régionaux de la Nutrition sont aujourd'hui chargés de la planification au niveau décentralisé.
- Suite à l'adhésion du pays au mouvement SUN en 2012, des plateformes multi-acteurs incluant la société civile, le secteur privé, les donateurs, les Nations Unies et les parlementaires ont été créées.
- En 2018 a été créé le cluster nutrition avec l'ONN comme chef de file et le service Nutrition du Ministère de la Santé comme co-lead – UNICEF assure le rôle de co-coordonateur de la plateforme.
- La nouvelle Politique Nationale de Nutrition 2022-2030 et son plan d'Actions Multisectorielles 2022-2026 ont été officiellement lancés par le gouvernement en avril 2023. En outre, UNICEF a réalisé une analyse budgétaire thématique de la nutrition sur la période 2017-2020<sup>14</sup>.
- Différents appuis ont permis de redynamiser l'Alliance Nationale pour la Fortification Alimentaire qui rassemble tous les acteurs impliqués dans le secteur de la fortification alimentaire.
- La fortification est obligatoire à Madagascar pour le sel alimentaire depuis 1995.

#### Exemple de soutien de l'UE

L'UE à Madagascar appuie dans le cadre du 11ème FED des approches complémentaires dans trois régions du pays via les Programmes «Appuis au Financement Agricole et aux Filières Inclusives», déclinés dans le nord, le centre et le sud du pays. Ces trois programmes, dotés d'une enveloppe totale de 92 Mio EUR, visent à améliorer le fonctionnement et l'inclusivité des filières agricoles ainsi qu'à réaliser des gains de productivité via l'utilisation de techniques de production innovantes. Suivant les principes agroécologiques, les projets encouragent la mise en œuvre d'associations culturelles afin de lutter contre les ravageurs et les risques de maladie tout en limitant l'utilisation d'intrants chimiques et en encourageant la production et la commercialisation de produits sains et diversifiés. Des appuis ont également permis la création de Centres d'Accueil des Enfants et des Mères visant à promouvoir au sein des communautés les bonnes pratiques en matière de nutrition et de soin des enfants et à faciliter la détection des cas de malnutrition. D'autre part, le Projet de Fortification Alimentaire a contribué à lutter contre les carences en micronutriments en soutenant la production et la consommation d'aliments fortifiés.

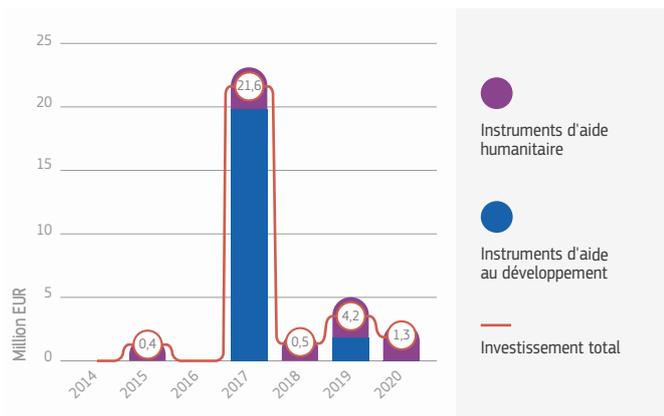


## Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



### TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE

Le taux de diminution du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance est passé de 0,88 % en 2012 à 1,23 % en 2022. À ce rythme et si rien n'est fait pour accélérer la baisse, près d'1,7 million d'enfants devraient être affectés par un retard de croissance en 2025, environ 640 000 enfants de plus que l'objectif de l'Assemblée mondiale de la Santé.



### ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020 - UN TOTAL DE 28 MILLIONS D'EUROS

L'UE a investi 92 millions d'euros<sup>15</sup> dans les trois programmes AFAFI visant à renforcer la durabilité économique, sociale et environnementale des systèmes alimentaires malgaches. Durant la période 2014-2020, la DG ECHO a investi près de 15 millions d'euros<sup>16</sup> dans divers programmes humanitaires sensibles à la nutrition, et une enveloppe additionnelle de 8 millions d'euros a été débloquée en 2021-22 pour le secteur afin de faire face à la sévérité de la crise alimentaire dans le Grand Sud.

Dans le cadre de la nouvelle programmation du NDICI, l'UE a récemment confirmé un investissement de 50 millions d'euros dans le programme Pacte Vert qui vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Grand Sud via des appuis au secteur agro-pastoral. Une enveloppe de 32 millions d'euros permettra également d'appuyer le développement du système national de santé et des fonds régionaux vont permettre d'étendre les actions du programme AFAFI centre jusqu'en 2027<sup>17</sup>.

## Planification pour la nutrition 2021-2027

Au sommet N4G (2021), le Gouvernement a pris de nombreux engagements pertinents en matière de nutrition (c.f. N4G Compact et son annexe), et notamment de ramener la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans à 32,1 % en 2026. Au sommet UNFSS (2021), la feuille de route nationale fixe comme objectif à l'horizon 2030 la création de systèmes alimentaires durables et résilients permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous.

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. La lutte contre la malnutrition à Madagascar repose sur une stratégie intégrant réponses d'urgence aux crises nutritionnelles et actions de plus long terme permettant de développer l'accès des populations aux services pertinents en matière de nutrition. Cette vision implique le déploiement d'interventions multisectorielles et multi-acteurs, tant au niveau institutionnel qu'au niveau terrain. C'est dans cette logique qu'a été développé le Plan Indicatif Multi-annuel de l'UE à Madagascar (PIM) 2020-2024 et les initiatives Equipe Europe qui visent à améliorer les synergies entre les programmes financés par l'UE et ses États Membres.

La composante «pacte vert» du PIM se décline au travers de trois secteurs que sont l'environnement, l'agriculture<sup>18</sup> et le développement rural. Les actions prévues dans ce cadre visent à renforcer la durabilité des systèmes alimentaires en capitalisant sur les acquis des projets 11e FED en matière de nutrition. À ce titre, l'utilisation de techniques de production innovantes basées sur l'agroécologie et le savoir paysan est encouragée dans un contexte profondément bouleversé par le changement climatique. Le développement d'infrastructures WASH est également prévu afin de faciliter l'irrigation des terres cultivées et l'approvisionnement des populations en eau potable. Diverses initiatives communautaires seront soutenues afin de promouvoir les bonnes pratiques alimentaires et le soin des enfants.

De nombreuses synergies sont développées avec les autres secteurs d'intervention du PIM et notamment le secteur de la santé qui prévoit de soutenir le développement des centres de santé de base chargés de la prise en charge médicalisée des enfants en situation de malnutrition. De manière aussi pertinente, les appuis au système d'éducation permettront de faciliter l'intégration des filles et des femmes sur le marché de travail et ainsi de casser le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition qui les affecte. Finalement, des investissements seront réalisés afin d'améliorer le système de finance publique national et de faciliter la mobilisation des ressources fiscales nécessaires au financement des programmes de nutrition.

1 - World Population Prospects 2022, variante moyenne juillet 2023

2 - En 2021, la région a connu la pire sécheresse de ces 40 dernières années - donnée ECHO

3 - Enquête SMART Mars-Avril 2023

4 - 37% des femmes en âge de procréer souffraient d'anémie en 2019 - donnée Global Nutrition Report

5 - En 2019, 15% des adolescentes et 31% des femmes souffraient de surpoids et d'obésité - donnée Global Nutrition Report

6 - Du à une disponibilité et un accès à des produits alimentaires sain et diversifié limité, mais aussi à une mauvaise compréhension de la nature d'un repas équilibré

7 - 50% des enfants ne sont pas allaités exclusivement au sein pendant les six premiers mois suivant la naissance - donnée Global Nutrition Report

8 - La valeur ajoutée moyenne d'un travailleur du secteur agricole a baissé de 20% de 1995 à 2019 - donnée Banque Mondiale

9 - Le taux de pauvreté extrême est plus de deux fois plus élevé en milieu rural (27%) qu'en milieu urbain (13%) - donnée UNICEF

10 - A Madagascar le taux de travailleurs de la santé pour 1 000 habitants est de 0,47, un des plus faibles de la région

11 - 47% de la population n'a pas accès à une source d'eau gérée en toute sécurité ou à un service de base - donnée du Programme Commun OMS/UNICEF pour le WASH

12 - Madagascar se place au 145ème rang sur 166 pays sur l'échelle de l'indice d'inégalité de genre 2022 - donnée UNDP

13 - Donné PAM

14 - Disponible ici.

15 - 23 Mio EUR pour la nutrition

16 - Dont 4 Mio pour la nutrition

17 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires.

18 - Incluant l'agro-sylvo-pastoralisme et la pisciculture continentale et marine